

Décroissance  
de  
l'argent,  
monnaies  
de la  
décroissance



Michel Lapesant

Annie Vital

Pour un  
buisson  
d'eSpérimentations  
de décroissance  
de l'argent

Mais Où Comment

juillet 2013

Prix  
indicatif  
2 €

*Par quel paradoxe ou provocation les décroissants défendent-ils les projets de monnaie locale complémentaire (MLC) comme l'une des alternatives concrètes les plus prometteuses pour une transformation sociale, écologique et démocratique ? Car le monde dont ils veulent sortir n'est-il pas le monde de la « banalisation de l'argent » ?*

### **Les projets de monnaies locales doivent être des projets politiques**

*D'une façon générale, il faut accepter de s'interroger sur l'intérêt politique que les décroissants portent aux expérimentations locales : à quelles conditions politiques peuvent-elles avoir une portée ?*

- Pour ne pas succomber à l'illusion que le préalable politique de tout changement social serait la conquête des pouvoirs institutionnels, les décroissants adoptent une stratégie de sortie du productivisme qui doit à *la fois* être lente et sans attendre. A quoi servirait-il de prôner la lenteur si les utopies sont renvoyées, une fois de plus, au lendemain ? (Autant alors se replier dans la politique d'accompagnement)
- Pas question pour autant de succomber au péché politique de la suffisance. Les expérimentations minoritaires - même dans une stratégie de basculement par la puissance des minorités plutôt que dans celle du renversement par le pouvoir de la majorité - ne peuvent espérer seules provoquer une majorité culturelle sans une articulation avec un véritable travail idéologique (nouveau paradigme) et une réelle visibilité politique (en tant que « mouvement » pour mener une « guerre de mouvement » - A. Gramsci). Cet « appel à l'aide » des expérimentations minoritaires aux « superstructures » idéologiques et politiques se fait à une impérieuse condition : que le travail du projet comme la pratique politique s'accomplissent eux aussi de façon ascendante (les alternatives concrètes pourront s'éviter ainsi d'être bêtement anti-intello ou anti-élections).

*D'une façon plus particulière, mais en restant au sein de ce « cadre politique », nous devons nous demander :*

- si une **monnaie** peut être moins que de l'argent (et comme c'est moins, c'est mieux) : argent pour échanger ou monnaie pour partager<sup>1</sup> ? S'agit-il de viser une « autre » abondance ou une « autre » rareté ?
- si la **localité** des MLC est la bonne échelle pour se réapproprier l'usage de la monnaie, une échelle humaine : l'endogénéisation de la MLC suffit-elle à échapper à la « banalisation de l'argent » ?
- si la **complémentarité** qui débute par une relation de subsidiarité avec l'Euro peut et doit se donner pour horizon de devenir une « alternative » en rupture avec l'Euro : une MLC doit-elle rester une monnaie gagée ou non ?

<sup>1</sup> « Néanmoins, on doit considérer que cette « fonction » [de réserve de valeur] spécifie la monnaie des sociétés capitalistes étatiques dont l'usage en tant que réserve de valeur et sa capacité à se transformer en capital (argent) sont hypostasiés. D'où l'ambivalence de cette monnaie (Aglietta [1988]). Il serait alors utile de réserver le terme « argent » pour nommer cette monnaie moderne sans la confondre avec la monnaie en général ou « courante » dont le rôle médiateur dans la circulation des biens matériels et symboliques, voire des personnes, et la reproduction sociale doit être pensé comme premier. Cette distinction fait écho à celle opérée par divers anthropologues de langue anglaise qui distinguent la *money* des États territoriaux et du capitalisme moderne des *currencies* circulant dans les sociétés locales mélanésiennes (robbins et Akin [1999]). En allemand, cela pourrait correspondre à la distinction *Munze/Gela* utilisée par Laum (Bensa [1992]). »

Bruno Théret, *Les trois états de la monnaie*, Approche interdisciplinaire du fait monétaire, Presses de Sciences Po | Revue économique, 2008/4 - Vol. 59, note 1 page 820.

## Décroissance de l'argent, monnaies de la décroissance

(ndlr) Ce texte reprend, en version modifiée, une contribution parue aux éditions Parangon, *L'antiproductivisme* (2013).

Au sein des mouvements de pensées de la décroissance, et plus généralement de la « gauche », on objecte souvent aux porteurs de projets de monnaie locale complémentaire qu'il faudrait abolir la monnaie. Celle-ci serait en effet responsable de tous les maux.

En supprimant la monnaie, on supprimerait l'idée même de profit, et ne resterait alors plus que le goût du gain qui serait, lui, vertueux. Croire qu'en supprimant la monnaie, on supprimerait le profit, c'est ne considérer la monnaie que comme un outil économique au service du profit.

Si, plutôt que de croire inné ce goût du gain en l'homme, nous nous arrêtons sur le moment de son apparition, peut-être en aurons-nous une vision différente ? Cet appât du gain ne serait-il pas, en effet, le fondement psychologique même du productivisme, moteur essentiel du capitalisme ?

Etre anticapitaliste, et donc critiquer le profit comme mobile, c'est déjà bien, mais est-ce suffisant ? En effet « *dans une société de marché, où l'argent comme capital*

*ou salaire devient le moyen général, le médium universel* »<sup>1</sup> le mobile du gain conduit à produire dans le seul but de son augmentation et la question de l'utilité sociale devient secondaire. Ce ne serait donc pas tant le capitalisme - le profit pour le profit - qu'il suffirait de critiquer mais bien le productivisme : la production pour la production - le gain pour le gain.

### Et l'homme inventa l'argent !

Pourquoi ne pas commencer par nous demander depuis quand et comment l'argent est devenu ce « médium universel » que nous connaissons aujourd'hui ?

En effet, en Europe occidentale à partir du XVIème, le mouvement des *enclosures* marque la fin des droits d'usage, en particulier des communaux, dont bon nombre de paysans dépendaient. Il n'est plus possible à partir de ce moment-là, pour les paysans « sans terre », de produire leur nourriture ou de ramasser leur bois de chauffage. Il faudra donc produire pour avoir de l'argent. C'est la fin d'une société dans laquelle les producteurs pouvaient produire leur autoconsommation. C'est le début du capitalisme manufacturier de la Révolution industrielle que Karl Polanyi décrit comme le résultat d'une « *chaîne causale* »<sup>2</sup>.

Celui-ci avance cependant l'idée que le changement le plus fondamental, est la création d'une « société de marché » dont l'invention de la machine est la cause efficiente. En effet, « *les machines complexes sont chères et ne sont rentables que si l'on produit en grande quantité. Pour ce faire, il faut que l'écoulement des biens soit assuré et que la production ne soit pas interrompue par le manque de matières premières. Tous les facteurs impliqués doivent donc être en vente, ce qui suppose chez les membres de la société un changement de mobile d'action... Le mobile du gain doit se substituer à celui de la subsistance... Une fois que les activités humaines sont organisées par des marchés, fondées sur le motif du profit, déterminées par une attitude compétitive et gouvernées par des valeurs utilitaires, la société devient un organisme qui, dans tous ses aspects essentiels, est assujéti au but du gain* » explicite Karl Polanyi<sup>3</sup>. C'est ce déplacement dans la nature du mobile, du profit au gain, qui permet à Polanyi de s'opposer à la thèse de

<sup>1</sup> Polanyi Karl, 2008, *Essais*, Textes réunis par Michèle Cangiani et Jérôme Maucourant, Seuil.

<sup>2</sup> Polanyi Karl, 1983, *La grande transformation*, Gallimard. p.68.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p.69.

l'économie orthodoxe - commune aux libéraux comme aux marxistes - qui voit dans l'argent un outil simplificateur du troc.

Si, comme l'affirme l'économie orthodoxe, le point de départ des échanges réside dans la nature humaine, ce « *penchant universel à troquer et à commercer* » qu'évoque Adam Smith, la seule question à se poser est, comment les hommes vont-ils faire pour assouvir ce penchant naturel ? Si, au contraire, comme le propose Alain Testart<sup>1</sup>, nous nous demandons pourquoi ils veulent échanger, nous changeons alors de perspective. « *Dans les sociétés primitives, où l'absence de la division du travail fait que la richesse n'est pas nécessaire pour vivre, les monnaies... servent avant tout au paiement des obligations sociales. Ces paiements servent à garantir l'existence sociale et non à assurer la subsistance.* »<sup>2</sup> Lorsque la division du travail va se développer et que « *les hommes vont avoir besoin d'un moyen général d'acquisition, ils vont se mettre à produire des biens qui ne seraient autrement pas proposés à l'échange, afin d'obtenir l'argent nécessaire à l'acquisition d'un autre bien dont ils ont besoin* »<sup>3</sup>.

Si nous ne distinguons pas entre « monnaie » et « argent », alors nous nous répétons la doctrine économique dominante qui nous fait croire, depuis l'invention de la science économique, que la monnaie c'est juste de l'argent, c'est-à-dire des pièces de monnaie frappées en Lydie par les rois Crésus et Alyattès à partir de l'électrum charrié par le fleuve Pactole, en un temps où les sauvages troquaient bêtement.

Or ces pièces n'ont été « *retrouvées que dans des régions limitées autour du lieu d'émission et les unités monétaires étaient beaucoup trop grosses pour qu'on puisse penser qu'elles ont servi aux échanges de tous les jours* »<sup>4</sup>. Elles n'ont donc pas été frappées pour faciliter les échanges. C'est ainsi qu'est mise à mal la fable de l'échange comme origine de la monnaie.

Néanmoins, Marx dans *Le Capital* nous conte également comment l'argent va faciliter les échanges. « *Dans le commerce en troc, personne ne peut aliéner son*

*produit sans que simultanément une autre personne aliène le sien.* » Personne ne peut vendre sans qu'un autre achète. « *L'argent, marchandise [qui] a pour caractère l'aliénabilité absolue, [permet] la circulation des marchandises qui se distingue de l'échange immédiat des produits... Cette circulation fait sauter les barrières par lesquelles le temps, l'espace et les relations d'individu à individu rétrécissent le troc des produits.* »<sup>1</sup> Même pour Marx, l'argent aurait donc été inventé pour faciliter les échanges indirects, impersonnels et faire circuler les marchandises, ce que ne permettait pas le troc. Cela voudrait-il dire que l'argent a permis de briser les liens entre les personnes et de les remplacer par la circulation des choses ?

Mais cette histoire marxiste de l'invention de l'argent est une fiction, une fable, « la fable du troc » ainsi que Karl Polanyi l'a mis en évidence dans *La grande transformation*<sup>2</sup>. Cette utopie fondatrice, entretenue par la plupart des manuels d'économie, relève d'« *une conception évolutionniste des différentes étapes du développement monétaire, largement partagée par la majorité des économistes. L'économie aurait d'abord été une économie naturelle d'autosubsistance et de troc, puis serait passée par le stade monétaire avant de devenir une économie de crédit* »<sup>3</sup>.

### **Mais la monnaie est une institution sociale**

Si nous mesurons bien les ravages causés par la vision évolutionniste des espèces sur notre conception du « vivre ensemble », l'utilité idéologique de la « fable du troc » est moins évidente. Et pourtant tout comme celle de la fable contractualiste de la « fabrication » de la société, elle constitue le soubassement de l'idéologie libérale. La société résulterait d'un contrat passé entre *n* Robinson<sup>4</sup>, archétype fictif de l'individu rationnel, le fameux *homo oeconomicus*, qui s'organisent pour subvenir à leurs besoins matériels.

C'est dans une telle idéologie que la monnaie, confondue avec l'argent, se définit d'abord par ses fonctions : la monnaie est une réserve de richesse, une unité de

<sup>1</sup> Testart Alain, 2001, *Aux origines de la monnaie*, Paris, Errance.

<sup>2</sup> Testart Alain, 2005, *Éléments de classification des sociétés*, Paris Errance.

<sup>3</sup> *Ibid.* note 5.

<sup>4</sup> *Ibid.* note 5.

<sup>1</sup> classiques.uqac.ca/.../capital/capital\_livre\_1/capital\_livre\_1.../Capital...

<sup>2</sup> Servet Jean-Michel, 1993, « L'institution monétaire de la société selon Karl Polanyi », *Revue économique*, vol. 44, n° 6, p. 1127-1150.

<sup>3</sup> *Ibid.* note 10.

<sup>4</sup> Flahault François, 2005, *Le paradoxe de Robinson*, Mille et une nuits.

compte et un moyen de paiement. « *Cette dernière fonction est privilégiée par de nombreux auteurs et assimilée généralement au commerce.* »<sup>1</sup>

Cette distinction entre « argent » et « monnaie » peut sembler inutilement théorique, mais c'est tout le contraire, car dans une expérience concrète de monnaie locale complémentaire (MLC) nous avons besoin de mots pour nommer ce que nous faisons. En se lançant dans un projet de MLC afin d'initier d'autres échanges, nous découvrons, en questionnant les évidences, que la monnaie c'est autre chose qu'un simple outil économique, ce n'est pas que de l'argent : pour l'écrire simplement, si une monnaie complémentaire reste de l'argent, autant en rester à l'euro. C'est pourquoi nous préférons lire les anthropologues que les économistes pour nous aider à comprendre l'économie, qui existe dans toute société, mais sous des formes sociales très différentes.

Cette fiction de la monnaie, inventée pour simplifier les échanges anonymes entre « *des individus séparés, calculateurs, plongés dans un monde de marchandises dont ils estiment les utilités* »<sup>2</sup>, prend racine dans la première évidence que nous avons questionnée : la monnaie aurait comme fonction d'être intermédiaire des échanges, étalon de valeur et réserve de valeur. La monnaie c'est ce qui permettrait de compter des quantités de biens différents, de les échanger indirectement et de conserver de la richesse pour des paiements ultérieurs.

Cependant, « *malgré son caractère généralisé, la définition de la monnaie par ses fonctions n'est pas neutre. Ainsi définie, la monnaie apparaît comme rendant des services à l'économie. Elle est donc un outil que l'on associe généralement au fonctionnement moderne des marchés. Cette vision instrumentalise la monnaie et la confine au rôle d'auxiliaire de l'économie* »<sup>3</sup>. Mais comme l'anthropologie économique<sup>4</sup> l'a bien montré, la monnaie circule entre les hommes dans des sociétés bien avant l'avènement du « système de marché ». Elle sert à payer, c'est-

<sup>1</sup> ertvet Jean-Michel, 2012, *Les monnaies du lien*, Presse Universitaire de Lyon.

<sup>2</sup> Orléan André, 2001, *La monnaie entre économie et anthropologie* <http://jda.revues.org/2538> le 05 août 2012.

<sup>3</sup> Blanc Jérôme, 1998, « Les monnaies parallèles-Approches historique et théorique », *Thèse de doctorat (NR) en Sciences économiques-Université Lumière Lyon II*.

<sup>4</sup> Aglietta Michel, 2007, « Monnaie et histoire. Les univers des monnaies métalliques jusqu'à la Première Guerre Mondiale » Université de Paris X-Nanterre *Economix Pour le Collège International de Philosophie*. [Economix.fr/pdf/journee/mmei/2007-01-30\\_Aglietta.pdf](http://economix.fr/pdf/journee/mmei/2007-01-30_Aglietta.pdf) consulté le 20.07.2012

à-dire à s'acquitter d'obligations entre membres d'une communauté. En circulant entre les humains, elle médiatise les relations entre les personnes. *Une monnaie est un outil d'organisation de la société* et c'est en retrouvant le fondement essentiel de la monnaie, qui est une « *fonction de lien* », que nous pourrions envisager des monnaies de la décroissance

En effet la monnaie n'est pas d'abord et seulement un mécanisme, mais c'est une institution humaine<sup>1</sup>. Autrement dit, c'est une « institution sociale » qui permet de régler ses dettes, en priorité sa « dette de vie » à l'égard des ancêtres, de la nature, les uns vis-à-vis des autres. C'est une obligation de personne à personne à la différence de l'anonymat de l'argent qui permet de se libérer d'une « dette d'avoir ». Aujourd'hui, dans nos sociétés productivistes, cette dette de vie, « dette d'être », s'est transformée en dette sociale : la protection est garantie par une institution centrale appelée Etat. Avant d'être un mobile pour le gain, la monnaie est donc une traite tirée sur la société afin de rendre à chacun ce qu'il donne à la société.

La monnaie s'inscrit ainsi dans des rapports collectifs au sein d'une communauté partageant des valeurs. Elle matérialise, rend visible, un mode de vivre ensemble. Elle fait partie des biens « *qui permettent la réalisation des alliances nécessaires au sein d'une communauté, ses membres se pensent en relations solidaires d'interdépendances* ». <sup>2</sup>

L'argent « tous usages » du capitalisme médiatise aussi un mode de vivre ensemble où l'économie s'est « désencastrée » du social. Cet argent permet aussi bien de spéculer sur le prix du blé et conduire à des famines que de payer le producteur de son Amap.

En utilisant quotidiennement une monnaie locale ses utilisateurs découvrent ou concrétisent le désir de ne pas échanger n'importe où, n'importe comment, avec n'importe qui. Leurs échanges s'inscrivent sur un territoire, dans un réseau de personnes qui partagent des valeurs, et se rencontrent.

Si l'on veut tenter de « remettre l'économie à sa place », au service de la société et des humains qui la composent, la mise en place d'une monnaie alternative,

<sup>1</sup> Nous retenons ici la définition qu'en donne Jérôme Blanc dans sa thèse (note 15) : « Une institution comme un processus collectif de définition de règles d'actions, et les règles et comportements collectifs qui en découlent. »

<sup>2</sup> *Ibid.* note 10.

permettant que le mobile de la subsistance reprenne le pas sur celui du gain, ne pourrait-elle pas être une bonne manière de faire ?

En partant de l'idée d'une autre monnaie pour d'autres échanges, nous avons l'intuition que cela ne pouvait pas suffire à remettre le monde de la croissance en question. En interrogeant notre pratique, nous avons eu besoin de la théorie afin de mieux comprendre ce que nous faisons et nous libérer d'une vision unique qui nous permette de prendre le chemin d'une monnaie de la décroissance.

### **Vers des monnaies alternatives**

A condition 1/ de ne pas redéfinir l'argent par rapport à la monnaie et 2/ de définir la décroissance non pas comme un « projet » mais comme un « trajet »<sup>1</sup> qui part du monde tel qu'il est, l'expérience de MLC que nous menons à Romans<sup>2</sup> ne nous semble pas incompatible avec nos convictions en faveur d'une transition, pour sortir d'une société de croissance et projeter une société d'a-croissance.

C'est pourquoi, la création dès aujourd'hui, sans attendre, de monnaies locales subsidiaires adossées à l'euro, peut être considérée comme une « expérimentation monétaire », qui rend possible demain des monnaies alternatives adossées à la confiance entre membres d'une communauté territoriale. Une monnaie d'a-croissance sera nécessaire même si nous ne savons pas à quoi elle ressemblera. En effet, la monnaie qui circule entre nous nous met en relation les uns avec les autres. Si nous sommes d'accord pour constater qu'il n'existe pas de lien social par transmission de pensée, alors la monnaie peut être créatrice de liens sociaux. Ce sont ces liens qui permettront à chacun de subvenir à ses besoins grâce à des échanges de savoirs, des gratuiteries, des coopératives municipales... qui permettraient de sortir du productivisme et son monde inhumain.

Pourquoi ne pas rêver que de nombreux producteurs, commerçants, associations utiliseraient cette monnaie complémentaire et que, grâce à elle, 60 à 80 % de la monnaie resterait sur le territoire, au lieu de 20% avec l'euro<sup>3</sup>, relocalisant ainsi une partie de l'économie. Cette relocalisation réduirait l'impact écologique des transports et déchets. Elle permettrait la création de nouvelles activités locales dont

l'utilité sociale serait discutée par l'ensemble des associés du projet. Les collectivités territoriales pourraient également l'accepter en paiement des taxes et elles pourraient en accordant les aides sociales, et pourquoi pas un Revenu inconditionnel, dans cette monnaie permettre aux « appauvris » de se nourrir de manière saine et de participer à un projet politique.

Mais si l'on ne veut pas se contenter d'un Monopole éthique entre bobos écolos, « *c'est le mental qu'il faut d'abord conquérir et non le porte-monnaie* ». « *En effet les rapports sociaux n'existent pas indépendamment de la façon dont chacun les pense* »<sup>1</sup>. C'est donc en utilisant une monnaie locale, sans « *la réduire à la détention et à la circulation d'objets* » que nos représentations seront bousculées. Alors il faut réussir à créer, grâce notamment à des MLC, des « situations » qui favorisent des vécus monétaires qui créent des liens de personne à personne afin de permettre l'émergence d'une autre conception du vivre ensemble. Pour le dire autrement, il s'agit de mettre en œuvre des « monnaies de la décroissance » qui donnent à voir un autre imaginaire social. Les expérimentations de MLC, sont des monnaies de transition vers des monnaies alternatives, tout comme la décroissance est la transition vers une société d'a-croissance, où il y aura encore nous l'espérons de la monnaie pour régler nos dettes. En effet toutes les techniques de dématérialisation de l'économie « libèrent » la transaction économique de tout son poids de relations sociales, c'est-à-dire de rapports interpersonnels et transforme la monnaie - « lien social » - en argent - « outil » utile à l'individu pour consommer des choses.

Annie Vital, Objectrice de croissance (le MOC), utopienne, co-fondatrice du projet de la Mesure à Romans (26).

<sup>1</sup> Lepesant Michel, Politique(s) de la décroissance, éditions Utopia, juin 2013.

<sup>2</sup> La Mesure : <http://monnaie-locale-romans.org/>

<sup>3</sup> <http://www.neweconomics.org/publications/plugging-leaks>

<sup>1</sup> Servet Jean-Michel, Courbis Bernard, Froment Eric, 1991, « Enrichir l'économie politique de la monnaie par l'histoire ». In Revue économique, Vol 42, n°2, p.315-338 <http://www.persee.fr/web/revues/home consulté le 25.07.2012>.

# Les trois âges *eSpérimentaux* d'un projet de MLC

(ndlr) Ce texte reprend de façon plus écrite une intervention faite le vendredi 24 mai à Paris, à l'Institut Momentum.

Sans ambiguïté, nous espérons montrer **que l'idéal d'une société sans argent ne signifie pas l'illusion d'une société sans monnaies**. Ce qui revient, *politiquement*, à remettre l'économie à sa place ; *méthodologiquement*, à ré-encadrer l'économie dans l'anthropologie. Ces remises en place peuvent s'inscrire dans le cadre général d'une ambition décroissante : préférer le *circuit* des personnes à la *circulation* des marchandises, rejeter le gain comme seule motivation sociale, revendiquer une maîtrise *commune* des usages plutôt qu'un droit de propriété *privée*. Préférer le *partage* (avec ceux qui n'ont pas) à l'*échange* (réservé à ceux qui ont).

## 1. L'âge des échanges : de l'argent qui n'est pas que de l'Euro

Dans son enfance, une MLC, c'est juste un moyen de paiement, relocalisé dans un bassin de vie, défini par trois mécanismes : la conversion, la reconversion et la convention éthique qui lie les prestataires.

Enjeu : la conversion de l'Euro en MLC permet d'amorcer la pompe du circuit des utilisateurs et rassure les premiers prestataires mais les mécanismes de

reconversion et de convention éthique n'aboutissent-ils pas à produire un effet contre-productif ?

### Problème 1 :

- Si une MLC c'est de l'Euro, il n'y a pas de différence avec l'Euro et un projet de MLC semble inutile. La « relocalisation » suffit-elle à rendre une MLC utile ?
- Mais si une MLC ce n'est pas de l'Euro, il n'y a pas de confiance de départ et un projet de monnaie locale semble impossible. On en déduit qu'une monnaie locale doit être « complémentaire », mais alors quelle peut-être son autonomie ?

### **1.1 Une MLC, c'est de l'Euro : quelle conversion pour quelle complémentarité ?**

Sur un « bassin de vie » (c'est-à-dire un territoire plus ou moins artificiellement et/ou naturellement défini), les MLC « endogénéisent les flux monétaires et financiers au sein d'un territoire ou d'un réseau.<sup>1</sup> » C'est autant d'argent dont on peut retrouver une maîtrise « citoyenne ». On fait en MLC, ce qu'on peut faire avec de l'Euro : payer. Mais ce dont on ne peut pas vraiment avoir le contrôle quand la circulation est globale, on le fait à une échelle locale, à une échelle à hauteur d'homme. Cette complémentarité s'effectue par la conversion : 1 € = 1 MLC. Ce qui permet aux MLC de s'adosser ainsi de façon comptable au système monétaire en place : une MLC, c'est légal<sup>2</sup>.

Cette complémentarité ne se contente pas de mettre à l'écart mais opère un doublement « magique » de la masse monétaire : consommation en MLC et épargne en Euro La même unité monétaire est, en même temps, consommée en MLC et épargnée en euros. Les euros sont déposés sur un « fonds de réserve » que l'on appelle aussi un « fonds de garantie », en général placé à la Nef.

Ce mécanisme est le seul mécanisme qui rapproche aujourd'hui tous les projets de MLC autant en Europe (le *Bristol Pound*<sup>3</sup> en Angleterre, le *Chiemgauer*<sup>4</sup> en Allemagne qu'en France (le réseau des MLC et le réseau Sol). Tous les

<sup>1</sup> Jean-Michel Servet, *Le grand renversement*, DDB, Paris, 2010, p.214.

<sup>2</sup> <http://monnaie-locale-complementaire.net/legalite-mlc/> La « légalité » aujourd'hui est davantage une « tolérance » qu'une reconnaissance officielle par les autorités monétaires françaises.

<sup>3</sup> <http://bristolpound.org/faqs>

<sup>4</sup> <http://www.chiemgauer.info/>

mécanismes suivants constituent des embranchements pour le buisson des expérimentations monétaires.

## 1.2 Une MLC, c'est encore de l'Euro : quelle reconversion pour quelle autonomie ?

Cette complémentarité avec l'Euro ne se contente pas de mettre à l'écart des échanges commerciaux mais opère un doublement « magique » de la masse monétaire : consommation en MLC et épargne en Euro. La même unité monétaire est, *en même temps*, consommée en MLC et épargnée en euros. Les euros sont déposés sur un « fonds de réserve » que l'on appelle aussi un « fonds de garantie », en général placé à la Nef.

Se pose alors la question du « retour » de la MLC vers l'Euro. Si la reconversion est permise à tous les adhérents, sans « pénalité » de reconversion, on voit bien qu'on peut se demander alors quelle peut être l'autonomie réelle d'une MLC par rapport à l'Euro ? Il y a là une source de *tension* car dans l'esprit « alternatif » de la monnaie, la reconversion « ce n'est pas du jeu ». Raisonner par l'absurde : quel serait l'intérêt d'une MLC qui autoriserait sans aucune contrainte la reconversion ? Elle n'aurait qu'un « effet de label » ; certes intéressant mais quel intérêt pour cela de passer par la forme « coupon » : ne suffirait-il pas de créer une certification « alternative » ? Dans ce cas, pourquoi s'embêter à créer un « monopoly » au lieu de se contenter de publier régulièrement un annuaire des prestataires (commerçants, associations, producteurs, professions libérales...) ?

Voilà donc un premier embranchement : certaines MLC réservent la reconversion aux seuls prestataires et d'autres l'ouvrent aussi aux utilisateurs. Mais toutes font « payer » cette reconversion ; la justification peut être « économique » (abonder un fonds de soutien ou participer au financement de l'association) ou « symbolique » (ce n'est « pas du jeu » de revenir au circuit incontrôlable de l'Euro).

## 1.3 Mais une MLC, ce n'est pas que de l'Euro : convention et charte

Sans se cacher le besoin pragmatique de s'adosser à l'Euro pour démarrer un projet de MLC - et dans ce cas on vise à « attirer » des prestataires - il n'empêche qu'il faut aussi « attirer » des utilisateurs.

- Une solution peut-elle consister à adopter des procédés immédiats de facilitation de paiement (carte à puce et téléphone mobile) ? Oui si le but

d'un projet de MLC est seulement de redynamiser une économie locale ; mais ce but peut-il donner le moindre sens ?

- Pour « attirer » des utilisateurs, quel pourrait être l'effet d'une prime à la conversion<sup>1</sup> ? Il faudrait que le montant soit significatif (entre 5 et 10 %). Mais comment le « garantir » ? On peut imaginer qu'une institution territoriale (commune ou communauté de commune) pourrait financer un tel bonus (mais combien de temps ? L'expérience arrêtée du NU à Rotterdam semble en prouver les limites). Le taux du bonus pourrait être celui du taux de reconversion (ce serait ainsi l'ensemble des prestataires qui offrirait le bonus ; sur le modèle du Cigalonde. Mais cela ne suppose-t-il pas une solidarité des prestataires qui ne pourrait être obtenue que sur la convergence de leurs buts, qui dans ce cas, le plus petit dénominateur commun faisant son office d'appauvrissement « politique », ne pourrait être que l'aubaine économique : est-ce le but affiché des projets de MLC ?). Une autre solution serait de refuser de « garantir » le surplus (mais au premier âge d'une MLC, cela semble impensable).
- Ces deux solutions restent dans la logique du « pouvoir d'achat » et résument les problèmes de l'argent au seul manque de « liquidité ».

Concrètement, (presque) tous les projets français de MLC qui naissent depuis 2010 ajoutent un « sens politique » qui se traduit par le « tri » des prestataires en fonction d'un certain nombre de clauses - critères, défis... - qui aboutissent à « limiter » le domaine d'usage d'une MLC. : « *Aujourd'hui, contrairement aux expériences des années 30, l'augmentation du pouvoir d'achat n'est pas l'objectif des créateurs des monnaies locales. Ils se retrouvent tous, au contraire, sur le constat d'un système économique malade, incapable de résoudre les crises écologique et sociale actuelles, et sur le rôle de la finance débridée qui semble dicter sa loi. Ils s'interrogent aussi sur la pertinence de la politique monétaire européenne, qui vise à limiter l'inflation, quel qu'en soit le prix en termes d'emplois* », *Age de Faire*, dans le numéro spécial de mai 2013.

C'est de là que vient la particularité d'avoir des MLC avec charte et critères écologiques et sociaux, à la différence des expériences étrangères telles que le Bristol Pound ou le Chiemgauer. La consommation en MLC se veut « éthique » : c'est en cela qu'une MLC ce n'est pas que de l'Euro.

<sup>1</sup> Une prime à la conversion serait accordée à tous les utilisateurs ; à la différence d'une « conversion bonifiée » qui serait réservée à certains utilisateurs, bonification qui pourrait être financée par un apport extérieur à l'association.



Pour les projets de MLC, il y a là de nouveaux embranchements suivant les façons de définir ces critères<sup>1</sup> (critères d'inclusion et/ou critères d'exclusion) et/ou ces « défis » (sur le modèle de l'Eusko, la monnaie du pays basque français) : toutes ces distinctions se fondent sur une Charte propre à chaque projet.

Mais **dans les faits**, les projets français de MLC rencontrent beaucoup moins de difficulté à démarcher des prestataires (peut-être, dans un premier temps, par un effet d'aubaine) qu'à entraîner des utilisateurs.

## 2. L'âge des symboles : de l'argent qui n'est pas que de l'argent

---

Un projet de MLC peut-il se suffire de ne proposer qu'un « autre paiement » ? Car traditionnellement les économistes définissent d'autres « utilisations » pour une monnaie : le crédit, la thésaurisation... Les MLC peuvent-elles se le permettre ?

Enjeu : la relocalisation opérée par une MLC suffit-elle à lui donner du sens ? A quoi sert-il d'ajouter des critères et des références à des « valeurs »<sup>2</sup> si les mécanismes de relocalisation sont suffisants pour abonder le sens d'une MLC ?

**Problème 2** : Il faut affronter la difficulté de trouver des utilisateurs, même au sein du premier cercle des convaincus multicartes associatifs. Ce problème est celui du « faire sens » et du « faire nombre ». Il ne s'agit pas de trancher en faveur de l'un en écartant l'autre, il s'agit de se demander pragmatiquement au quel il faut donner priorité pour ne surtout pas sacrifier l'autre ?

### 2.1 Une MLC, c'est de l'argent : relocaliser l'économie ou protéger la proximité ?

D'accord pour valider l'endogénéisation de l'argent par une MLC : ce qui est dépensé en MLC n'est pas dépensé en Euro et surtout les MLC reçues par le

prestataire, si elles ne sont pas converties, restent à 100% dans le circuit des MLC (au lieu des 20% estimés quand l'échange se fait en Euro<sup>1</sup>). Mais cela suffit-il à valider ce que beaucoup de projets de MLC mettent en avant : la « redynamisation de l'économie locale » ? S'agit-il de « dynamiser » l'économie locale ou bien de la « protéger » ?

« Protéger cette "économie de proximité" qui contribue à maintenir une partie du tissu social - non pas, bien sûr, parce qu'elle est une économie, mais précisément parce qu'elle est de proximité.<sup>2</sup> » L'idée est de protéger le circuit en MLC de ses « fuites » vers l'Euro. Le but visé semble donc de privilégier non pas tant la circulation (car même si une MLC tournait trois fois plus vite, on ne voit pas en quoi le moindre besoin en serait davantage satisfait - sauf à faire du chauvinisme un besoin !) que la satisfaction des besoins. C'est pourquoi la « reconversion » s'accompagne du paiement par le prestataire d'une contribution : il s'agit bien de « pénaliser » pour signifier que la reconversion est « anormale » car normalement les MLC ne devraient pas revenir dans le circuit de l'Euro.

La priorité accordée à la proximité sur l'économie nous permet alors de comprendre que même si l'économie locale était florissante et même s'il n'y avait nul besoin de la redynamiser, il y aurait encore besoin de MLC : pour écarter, pour protéger. C'est pour cela que cette relocalisation doit passer par des signes visibles, des marqueurs de reconnaissance, des marques symboliques qui disent explicitement : *une MLC ce n'est pas de l'Euro parce qu'une MLC ce n'est pas que de l'argent.*

### 2.2 Mais une MLC, ce n'est pas que de l'argent : quand la valeur d'usage prend le pas sur la valeur d'échange

Pour protéger la proximité, il s'agit de faire attention à ne pas céder aux sirènes de la circulation (circuler pour circuler).

N'est-ce pas là la leçon que l'on peut extraire de l'histoire du faux billet qui, quand il revient à son premier émetteur, peut être supprimé<sup>3</sup> ? On peut ainsi avancer des coupons imprimés à une association pour qu'elle achète par exemple pour 1000 mlc de jus de fruits. Elle les paie à son fournisseur en mlc et les vend en mlc. Finalement, elle rembourse les mlc avancés à l'aide de ses ventes en mlc. Ces

---

<sup>1</sup> <http://monnaie-locale-complementaire.net/atelier-1/>

<sup>2</sup> Manifeste des MLC : <http://monnaie-locale-complementaire.net/manifeste-mlc/>

<sup>1</sup> <http://www.neweconomics.org/publications/plugging-leaks>

<sup>2</sup> Jean-Claude Michéa, Le complexe d'Orphée, Paris, 2011, p.118.

<sup>3</sup> <http://www.aises-fr.org/261a-videos-en-ligne%20liens.html>

coupons peuvent être éliminés : tout se passe comme s'ils n'avaient jamais existé. Ou, comme si les buveurs de jus de fruit de l'association avaient directement acheté leur jus de fruit au producteur (c'est ainsi que les mlc encaissés par le producteur viennent à être garantis par les euros convertis par les utilisateurs en mlc). La MLC a juste fait du lien et a permis à une association sans trésorerie de vendre à prix coûtant du jus de fruit. Le but pour l'association n'est pas de faire un profit mais juste de rendre un service : boire du jus de fruit. De même l'association émettrice de MLC a fait l'avance sans prendre aucun intérêt économique mais son intérêt était juste social = faire société : il ne s'agit pas de dire que l'association manquait de liquidités mais juste qu'elle manquait de jus de fruits !

Le point fondamental dans ce circuit n'est pas que le coupon circule mais juste qu'il revienne (Circuler sans revenir, c'est « fuir »). Le lien n'est donc pas dans la circulation du coupon mais dans l'existence d'un circuit, à condition que ce circuit soit bouclé : cette « boucle », ce circuit, c'est le bassin de vie défini par l'annuaire des prestataires. Le circuit est le lieu de proximité, le milieu, dans lequel s'effectue la circulation (économique). Le circuit relie des personnes qui ont des besoins et ce sont ce circuit et ces personnes qu'il s'agit de protéger. De quoi ? D'un argent qui ferait croire que la circulation est une fin en soi ; bien sûr un circuit sans circulation n'aurait aucun potentiel de transformation sociale mais dans une circulation sans circuit local, dans une circulation généralisée (c'est la réalité de l'argent que nous subissons déjà), chacun peut bien voir que l'économie coloniserait toute la vie sociale.

### **2.3 Mais une MLC, ce n'est pas que de l'argent : l'intérêt (social) d'être désintéressé (économiquement).**

C'est pourquoi, il est important que l'association ne fasse pas « payer » son crédit par un quelconque intérêt. Le remboursement des mlc avancées se fait avec un intérêt (économique) nul ; mais pas sans un intérêt social (non quantifiable, sauf à se demander combien aurait coûté un crédit court).

La proximité à protéger par une MLC se circonscrit-elle seulement au côté de la consommation ou doit-elle aussi s'occuper du côté de la production ? A quoi servirait une reprise citoyenne de la monnaie et de ses usages si elle faisait semblant d'ignorer qu'il ne peut y avoir une consommation que s'il y a au préalable une production.

Comment une association de MLC peut-elle aider ses prestataires ? Par un fonds de soutien<sup>1</sup> à des projets qui remplissent les mêmes critères que ceux qui sont définis dans la convention avec les prestataires.

- Le fonds peut être abondé par les produits de la fonte (voir 2.4) et de la reconversion. Et pour les rendre plus conséquents, on peut y inclure les « rentrées » d'événements organisés par l'association.
- Bien évidemment, cette avance doit se faire au taux le plus bas possible (un taux nul) car il ne s'agit pas pour l'association de s'enrichir mais juste de mutualiser entre adhérents des produits de l'association.

Difficulté 1 : une association porteuse pourra peut-être obtenir un agrément, ou une dérogation, de l'Autorité prudentielle de contrôle, pour devenir une « association de paiement » mais ce n'est pas la même chose qu'une « association de crédit ». Alors que c'est bien cette possibilité de contribuer à financer des investissements solidaires qui pourraient faire venir en nombre des utilisateurs : parce que cela a du sens !

Difficulté 2 : utiliser des produits pour abonder un fonds de soutien ou faire une avance de trésorerie, ce n'est pas la même chose que « fractionner » une partie du fonds de réserve pour financer des investissements solidaires (c'est là une différence forte entre le deuxième âge et le troisième âge d'une MLC).

### **2.4 Mais une MLC, ce n'est pas que de l'argent : de la fonte à l'usure**

Une MLC s'appuie sur un « effet de label » (nécessaire mais insuffisant). L'affichette de la MLC joue le rôle d'un signe de reconnaissance pour le prestataire à destination des utilisateurs. Ce label affiche : ici, on peut ne pas payer en Euro. Mais que reproche-t-on à l'Euro en particulier et à l'argent en général ?

L'Euro est une *all purpose money* - un argent tous usages -, une monnaie unique européenne qui cumule toutes les fonctions de la monnaie : moyen de paiement et d'échange, réserve de valeur, unité de compte. Avec l'Euro, l'argent circule partout, n'importe qui peut acheter/vendre n'importe quel produit. Toujours plus d'échanges économiques, l'échange pour l'échange<sup>2</sup>, la circulation pour la circulation : tel est le but de l'argent. Laquelle de ses fonctions peut disparaître pour permettre à une MLC d'afficher qu'elle n'est pas que de l'argent ? La « fonte » vise à échapper à la possibilité de la thésaurisation.

<sup>1</sup> Cette idée a déjà été explorée par l'Abeille de Villeneuve-sur-Lot.

<sup>2</sup> Que l'échange soit nécessaire ne signifie pas qu'il soit suffisant ; qu'il soit un moyen ne devrait pas impliquer qu'il devienne une fin en soi.

- Mais il y a dans la « fonte » un fort potentiel de confusion et de tension : d'abord, elle n'est pas une perte de valeur puisqu'elle ne fournit qu'une date au-delà laquelle le coupon doit être revalidé par le paiement d'une vignette.
- Ensuite, elle vise peut-être deux objectifs contradictoires : un objectif mercantile (accélération de la circulation) et un objectif symbolique (refus de la thésaurisation, ce qui n'est pas la même chose que le refus de la spéculation).
- C'est là qu'un projet de MLC doit être au clair et se demander ce qu'il veut : **accélérer** la circulation pour favoriser des « échanges » qui détricotent le lien social (ça, c'est de l'argent et ceux qui en parlent le mieux, ce sont les économistes) ; ou bien : **freiner** l'accumulation pour favoriser des « partages » qui retissent du lien social (ça, c'est de la monnaie et ceux qui en parlent le mieux sont des anthropologues) : justification claire par le fait qu'il n'y a aucune raison que la monnaie ne puisse pas s'user si l'on ne s'en sert pas (plus aucun risque de confusion avec une « perte de valeur » ou avec une « inflation »).

## 2.5 Faire des choix pour remettre l'économie à sa place et refaire de la place à la société

*C'est ainsi* qu'une MLC peut, contre tout économisme, remettre l'économie à sa place, certes essentielle mais ni la première ni centrale. Que les porteurs de projets, s'ils n'écourent pas tant les économistes qui ne parlent que d'argent que les anthropologues qui leur parlent de « monnaie » en viennent à faire des choix :

- Entre le partage et l'échange : l'échange se fait entre ceux qui possèdent alors que le partage se fait entre les présents ; même s'ils n'ont pas et surtout s'ils n'ont pas. Dans une version seulement économique des MLC, l'échange ne se fait donc qu'entre ceux qui possèdent déjà des euros.
- Sur la taille humaine de la proximité : jusqu'où limiter la taille du bassin de vie ? Quelle taille pour un projet urbain, pour un projet rural, pour tous ces bassins de vie qui ont déjà une identité géographique et culturelle ?
- Assumer une position d'instituant plutôt que de commencer à s'adosser à une institution (qui certes sera un accélérateur en terme de volume et de quantité mais sera un incontestable frein à l'audace politique et expérimentale).

### Remarques sur le « symbole »

Se confier à un symbole, c'est un peu comme se lancer dans le vide : on sait la terre ferme que l'on quitte mais on ne sait pas très bien sur quoi on va retomber.

- Pour les "terriens" : un symbole, c'est juste du creux, du vide, du blabla : "on n'en a rien à faire", c'est de la "philosophie".
- Pour les "idéalistes" : c'est le symbole qui éclaire l'horizon, c'est la barre qu'il faut passer/dépasser.
- Pendant l'âge des symboles, on ne peut pas savoir si le symbole va "passer" ou "casser" : ça casse (ni sens ni nombre) ; ça passe (le sens attire le nombre).

En Grèce, un symbole était au sens propre et originel un tesson de poterie cassé en deux morceaux et partagé entre deux contractants. Pour liquider le contrat, il fallait faire la preuve de sa qualité de contractant (ou d'ayant droit) en rapprochant les deux morceaux qui devaient s'emboîter parfaitement. Le *symbolon* était constitué des deux morceaux d'un objet brisé, de sorte que leur réunion, par un assemblage parfait, constituait une preuve de leur origine commune et donc un signe de reconnaissance très sûr. Le symbole est aussi un mot de passe.

Dans l'âge des symboles, il y a 3 embranchements possibles :

- quelle relocalisation : pour redynamiser l'économie ou pour protéger la proximité ?
- quelle finance solidaire : aller voir ou non du côté de la production - et dans ce cas, comment financer -, ou rester du côté de la consommation et se consoler avec une autre redistribution = surplus de pouvoir d'achat accordé aux plus pauvres ; les moins pauvres, on s'en fout ?
- Quelle fonte ? Avec un objectif mercantile d'accélération ou avec un objectif symbolique (affirmer que le sens d'une MLC n'est pas l'argent mais la "monnaie") ?

### 3. L'âge du partage et des liens : de la monnaie qui n'est pas de l'argent

---

Peut-on en rester à une compréhension et une pratique de la monnaie par ses *fonctions* ou doit-on oser une interrogation sur la *nature* même de la monnaie ; les « mécanismes » présentés dans les deux parties précédentes sont-ils suffisants pour « faire sens » ? Même si l'on veut Comprendre par le Faire, il ne s'agit pas de faire n'importe comment : nous ne savons peut-être pas ce que nous voulons, mais nous savons ce que nous ne voulons pas. Il ne s'agit donc pas sous couvert de relocalisation et d'expérimentation de redonner à un monde qui échoue globalement une chance de se mettre à réussir localement.

**Problème 3** : La relocalisation de l'argent permet-elle vraiment d'échapper à sa banalisation ?

**Problème 4** : La relocalisation n'ajoute-t-elle pas un risque de féodalisation ?

#### 3.1 Nous devons savoir pourquoi nous ne voulons pas de l'argent

Nous affirmons qu'il faut enrichir l'économie politique de la monnaie par l'histoire<sup>1</sup> tout autant qu'il faut enrichir l'histoire économique de la monnaie par la politique ; dans les deux cas, il s'agit bien de nier le caractère fondamentalement marchand des phénomènes monétaires, de défendre l'institution monétaire de la société (les pratiques monétaires sont inhérentes à toute société), de voir dans la monnaie un « fait social total » (pour ré-engluer l'économique dans le social).

Quelle joie alors de trouver de quoi alimenter nos intuitions chez un certain nombre d'économistes qui font de l'anthropologie (ou l'inverse) ! Non pas pour proposer une nouvelle théorie économique de la monnaie mais seulement pour nourrir une compréhension politique des MLC.

---

<sup>1</sup> Jean-Michel Servet, Bernard Courbis, Éric Froment, « Enrichir l'économie politique de la monnaie par l'histoire », in : *Revue économique*, Volume 42, n°2, 1991. pp. 315-338.

#### « Sans argent, tu es un rien »

« Il faut dire que dans les pays du Papalagui (blanc) il est impossible de rester sans argent ne serait-ce qu'une fois du lever jusqu'au coucher du soleil si tu n'as absolument pas d'argent tu ne peux ni assouvir ta faim ni étancher ta soif tu ne trouveras pas de natte pour la nuit... Sans argent tu es en Europe un homme sans tête sans membre un rien ».

Touivavii, chef aux îles Samoa (Polynésie)<sup>1</sup>.

#### Payer, ce n'est pas toujours échanger

Dans un livre passionnant consacré aux origines de la monnaie<sup>2</sup>, l'anthropologue Alain Testart explique clairement comment l'argent, intermédiaire technique de l'échange, devient un objet de désir pour tous. Et comment, du coup, c'est l'objet acheté par l'argent qui est *préféré*. Aristote nommait cela la « chrématistique » ; aujourd'hui, c'est le « capitalisme », dans lequel l'argent est, de tous les biens proposés à l'échange, le préféré.

En effet : il ne suffit pas de dire qu'avec l'argent d'un bien A vendu, je vais pouvoir acheter un bien B. Il faut comprendre que je ne vais *avoir l'idée* ou le désir de vendre un bien A (*pourquoi* vendre ?) que parce que je sais que l'argent que j'en tirerai sera accepté par le vendeur d'un bien B que je veux acquérir. La « non-coïncidence des désirs » suffit à écarter la solution d'un échange direct sous forme de troc.

#### Pourquoi critiquer l'argent par sa banalisation ?

L'économiste Jean-Michel Servet a fourni récemment une critique pertinente du nouveau capitalisme en reliant le sommet de la financiarisation généralisée, sommet qui est constitué par l'expansion irrépressible de la spéculation - quand un second étage est celui de l'intermédiation des paiements et des transferts (en particulier le *mobile banking*) - à « la base de la financiarisation [qui] est une expansion considérable de la monétarisation, du fait d'une banalisation de l'argent et d'une marchandisation à travers toute la planète des conditions mêmes de reproduction des ménages et des micro-entreprises »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Cité en exergue de l'Epilogue de Jean-Michel Servet, *Nomismata*, PU de Lyon, 1984, page 169.

<sup>2</sup> *Aux origines de la monnaie*, sous la direction d'Alain Testart. Editions errance (2001).

<sup>3</sup> Jean-Michel Servet, *Le grand renversement*, Desclée de Brouwer, Paris, 2010, page 79.

Une telle « banalisation de l'argent » oublie que la monnaie est d'abord un « lien »<sup>1</sup>. qui nous réunit les uns et les autres au sein d'un milieu de vie. Il va s'agir alors précisément de ne pas rompre ce lien : Dette= devoir=obligation=ligature=lien (c'est pourquoi la tradition voulait qu'en offrant un couteau, on y ajoute une pièce de monnaie, « pour ne pas couper le lien »).

Ce qui fournit une raison fondamentale pour préférer les monnaies du lien à l'argent liquide qui circule : *nous devons préférer des sociétés avec dettes que des sociétés sans dettes*. Une société dont les membres peuvent se libérer de leurs dettes par le paiement ne prend-elle pas le contrat pour modèle de lien social : comme si une société était d'abord un « tas d'individus » qui se relie entre eux en passant des contrats et en échangeant sur des marchés des surplus qu'ils auraient spontanément produits (parce le « toujours plus » serait un « invariant culturel ») ?

Depuis les travaux de Karl Polanyi, nous savons que le capitalisme passe par la marchandisation de la monnaie sous la forme de l'argent : qu'avant d'être un mobile pour le gain, la monnaie est une traite tirée sur la société afin de rendre à chacun ce qu'il lui offre. Jean-Michel Servet a explicitement montré l'unité structurelle - au global comme au local - d'une finance généralisée qui s'appuie sur la banalisation de l'argent : et c'est ainsi que l'on en vient à oublier une économie de la subsistance au seul profit d'une économie du gain.

Si, en suivant John Holloway dans *Crack capitalism*, nous refusons de fabriquer le capitalisme, alors nous devons refuser de répéter la banalisation de l'argent, en particulier en la renforçant par nos MLC. Autrement dit, si les MLC doivent avoir une vertu résiliente, ce ne doit pas être pour sauver l'Euro mais pour conserver et protéger nos vies de proximité. De ce point de vue, un projet de MLC peut être une « brèche ».

### 3.2 Tisser du lien social

Pour les projets de MLC, il nous semble que de nouveaux embranchements peuvent naître de cette distinction entre monnaie (du partage) et argent (de l'échange). Cette piste revient à défendre l'hypothèse que c'est la mutualisation sociale des dettes qui fait le lien social : que si l'argent peut avoir pour fonction de liquider les dettes, et par contrecoup, de rendre invisible la « dette de vie » comme

lien social par excellence, voire d'en assumer le déni, alors il est au contraire dans la nature même de la monnaie de servir à manifester les dettes.

- **Fonds de réserve.** Beaucoup de porteurs de projet refusent de comprendre le fonds de garantie comme un fonds de réserve. L'argument du refus de sa fracturation revient à prétendre que chaque unité de MLC en circulation devrait être garantie par son équivalent en euros déposés sur un compte épargne géré par une institution bancaire (la Nef est l'établissement recommandé). Cette « garantie » n'est donc au fond que celle de l'Euro. La confiance à moyen terme en l'avenir de cette monnaie officielle est-elle suffisante pour réellement garantir ? En cas d'effondrement de l'Euro, on ne voit pas en quoi un fonds de garantie en euros pourrait davantage garantir qu'un fonds de réserve dont une partie est investie dans des projets réels. A partir de ce dernier raisonnement, ne faudrait-il pas en déduire que le fonds de réserve serait mieux garanti s'il en était fait un usage local ? Par exemple, en affectant une certaine part au financement de micro-projets productifs, trop peu productivistes pour les banques officielles mais substantivement productifs pour un bassin de vie au point de justifier l'engagement d'une partie du fonds de réserve sous forme de capital-risque, sur le modèle des Cigales ? N'est-ce pas là le cas du projet de financement d'un butteuse à traction animale pour un maraîcher du projet de la Mesure de Romans ?
- **Une autre comptabilité.** Et en cas de non-remboursement du capital investi, que devient la perte ? C'est là que la différence entre « argent » et « monnaie » peut accéder à sa plus grande visibilité. Du point de vue de l'« argent », il y a là un « trou », une perte, et dans une société conçue comme un « tas d'individus » la seule voie de recours semble être de se retourner contre l'individu mauvais payeur. Du point de vue de la « monnaie », il n'y a pas là une perte mais une occasion de manifester concrètement la mutualisation des dettes. Pure naïveté ? Mais c'est déjà ce qui se passe au sein d'une Amap quand pour des raisons climatiques le maraîcher ne peut pas assurer la livraison du panier. Lui demande-t-on alors de rendre les chèques ? Pas du tout, la perte est mutualisée entre les membres de l'Amap.
- **Immobiliser le fonds de réserve.** C'est une idée de François Plassard. Pourquoi ne pas utiliser une partie du fonds de réserve pour acheter des terres agricoles ? Ces terres seraient alors une garantie on ne peut plus

<sup>1</sup> Jean-Michel Servet, *Les monnaies du lien*, PU de Lyon, Lyon, 2012.

matérielle pour les MLC en circulation. Et en cas d'effondrement de l'Euro, les mlc seraient matériellement garanties.

- **Convertibilité et monnaie gagée.** L'usage du fonds de réserve pour financer des investissements solidaires et des immobilisations doit-il avoir un seuil ou bien, degré par degré, faut-il souhaiter qu'une MLC soit complètement dégagée d'une monnaie officielle, en l'occurrence aujourd'hui une « monnaie unique », l'Euro ? L'enjeu de cette question est la signification des « alternatives ». Le danger en est la sécession, ou le féodalisme monétaire. Nous pensons que l'indépendance d'une MLC serait une fausse-bonne idée. Ce que nous reprochons à l'argent, c'est bien son goût pour la « liquidité » (par opposition à la « solidarité » comme valeur d'une « monnaie » locale complémentaire), son désir de circuler pour circuler, de s'échanger pour s'échanger. Une monnaie sans convertibilité, n'est-ce pas le rêve hayekien du néolibéralisme, celui du *free banking* ? Si les MLC veulent tenir le cap politique de s'opposer à la financiarisation généralisée, la voie d'une totale inconvertibilité (= une totale indépendance) semble donc une impasse. Ce qui signifie qu'une construction démocratique devra avoir lieu au sein de chaque projet pour déterminer la part du fonds de réserve qui pourrait être investie en capital solidaire, la part qui pourrait être immobilisée en terres agricoles et la part qui devrait rester convertible.
- **Pour une monnaie commune fondante sur laquelle gager nos MLC.** Mais alors, si nous poussons l'hypothèse un peu plus loin, sur quel type de monnaie faudrait-il gager nos MLC ? Les MLC ne devaient-elles pas rester gagées sur une « monnaie commune » (dont la mission ne serait pas d'aligner par le bas sur le plus petit dénominateur commun mais au contraire de fournir un instrument réel de péréquation entre des bassins de vie qui, faute d'accepter de tels liens exogènes d'interdépendance, tomberaient dans le piège du féodalisme monétaire) ? « Le plus important, toutefois, sera de veiller à ce que l'existence inévitable d'une monnaie d'échange nationale - voire internationale - ne conduise pas à réamorcer cette accumulation privée du capital qui pourrait rendre à nouveau possible l'exploitation de l'homme par l'homme et, donc, la réapparition des inégalités et des injustices les plus indécentes. L'une des solutions les plus intéressantes de ce point de vue, est sans doute celle de la "monnaie fondante". »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée*, page 118.

- **Pour une réelle complémentarité des MLC : recloisonner les monnaies.** Mais en quoi de telles MLC, qui seraient véritablement de la « monnaie » (et non pas de la « monnaie de singe » qui se complairait à « singer » l'argent), qui seraient véritablement « locales » (au sens où c'est la proximité qu'il s'agirait de conserver et de protéger dans une « économie substantive de proximité ») seraient-elles vraiment « complémentaires » ? Parce qu'elles pourraient s'articuler à d'autres expérimentations monétaires.
  - Nous pensons d'abord aux projets d'Accorderie. En étant des monnaies-temps, ces projets peuvent résoudre le problème de ceux qui n'ont pas d'euros à apporter dans l'échange monétaire. Mais ils peuvent « partager » leurs savoirs et leurs services.
  - D'autant que les Accorderies peuvent être la voie pour rémunérer le bénévolat, pas seulement au sein de l'Accorderie, mais aussi au sein de toutes les associations qui seraient liées par un accord de mutualisation au sein d'un même bassin de vie (c'est ainsi que pourrait être fédéré l'existant dans une visée de transition).
  - Les Cigales (Clubs d'investisseurs locaux au service du développement d'entreprises solidaires) pourraient aussi être associées à des MLC.
  - Bruno Théret a osé proposer que nous puissions « payer » nos impôts en « monnaie-temps fiscale »<sup>1</sup>, en envisageant une « hybridation spécifique du modèle des banques du temps avec celui des monnaies locales complémentaires ».
  - Pourquoi ne pas envisager aussi le versement d'une partie d'un revenu inconditionnel (RI) en MLC<sup>2</sup> ? Pour éviter les « dommages » que pointe Baptiste Mylondo si l'ensemble du revenu inconditionnel était versé en gratuités - fléchage, flicage et gaspillage - on pourrait très bien imaginer que seuls les biens non-rivaux seraient « gratuits » mais que les deux autres parts d'un RI seraient versés partie en MLC (on pourrait ainsi avoir fléchage sans flicage ni gaspillage), partie en monnaie commune fondante.

<sup>1</sup> Bruno Théret, Réduction du temps de travail, démocratie participative et monnaie-temps, [http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/monnaies\\_temps\\_bruno\\_theret\\_fr\\_.pdf](http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/monnaies_temps_bruno_theret_fr_.pdf), Institut Veblen, décembre 2012.

<sup>2</sup> Michel Lepasant, « Considérer ensemble RI et monnaie locale », Mouvements, n° 73, Printemps 2013.

\*

Arrêtons-là, nous croyons avoir suffisamment *critiqué et défendu* les projets de MLC.

Fondamentalement, nous nous sommes demandés : **de quoi manquons-nous ?** Manquons-nous de lien social ou de liquidité ? La solution peut-elle être de l'« argent », même en le relocalisant, alors que le problème, c'est l'« argent » ?

Pour autant la distinction entre « argent et « monnaie » nous évite de tomber de Charybde en Sylla : nous défendons l'institution monétaire de la société ; ce qui signifie que nous ne rêvons pas du tout d'une société sans monnaie. Tout au contraire, nous pensons avoir plaidé pour des sociétés avec deS monnaieS : des monnaies complémentaires, mais aussi une monnaie commune fondante.

*Avec quelle légitimité ?*

Les expérimentations sociales en général et les expérimentations monétaires en particulier n'ont pas besoin pour assurer leur légitimité politique de justifier qu'elles *préfigureraient* déjà les mondes que nous voulons voir réaliser demain. Nous n'avons besoin ni de faire ni de croire à telles promesses.

*Nous nous contentons d'expérimenter des projets de MLC pour démolir tous ces murs d'illusions que le monde de l'argent a bâtis pour nous enfermer dans les prisons d'une société liquide sans solidarité.*

Car si un jour, occasion politique nous était donnée de construire d'autres mondes possibles, nous serions immédiatement prêts à relever nos manches, sans avoir besoin du travail préalable de déconstruction de l'imaginaire monétaire : nous l'aurions fait.

Michel Lepasant, « décroissant » du Mouvement des objecteurs de croissance (le MOC), vient de coordonner deux ouvrages collectifs, *Notre décroissance n'est pas de droite* (chez Golias, novembre 2012) et *L'Antiproductivisme, un défi pour la gauche ?* (Parangon, avril 2013) ; et de publier *Politique(s) de la décroissance* (Utopia, 2013).

Décroissance de l'argent								Nous devons savoir pourquoi nous ne voulons pas de l'argent	Monnaies de la décroissance									
<i>Echanger des richesses (biens et services)</i>									<i>Partager des dettes<sup>1</sup></i>									
Problème de la <i>liquidité</i> (payer pour liquider ses dettes)									Problème de la <i>solidarité</i> (consolider les dettes par mutualisation)									
Argent défini par ses fonctions, motivé par le <i>gain</i>									Monnaie définie par sa nature, motivée par la <i>satisfaction des besoins</i>									
Moyen de circulation (paiement des échanges)		Unité de compte		Instrument de réserve					Institution monétaire de la société									
Confiance méthodique <sup>2</sup>		Confiance éthique							Confiance hiérarchique (le pouvoir collectif est celui de l'association)									
Confiance et légalité reposent sur la convertibilité avec l'Euro									Usage légitime de la monnaie (Quelle désobéissance pour faire reconnaître cette légitimité ?)									
1. De l'Euro qui n'est pas que de l'Euro				2. De l'argent qui n'est pas que de l'argent					3. De la monnaie qui n'est pas de l'argent									
<b>Age des échanges</b>				<b>Age des symboles</b>					<b>Age des liens et des partages</b>									
C'est de l'euro	C'est encore de l'Euro	Ce n'est pas que de l'Euro		C'est de l'argent	Ce n'est pas que de l'argent				Tisser du lien social au lieu de le détricoter									
Attirer des prestataires		Attirer des utilisateurs		Faire nombre	Faire sens			(contre le risque de) Fédéralisation par les MLC				(contre la) Banalisation de l'argent <sup>3</sup>						
Conversion	Reconversion	Charte	Convention	Relocalisation	Avance de trésorerie	Fonds de soutien	Fonte	Fractionner le fonds de réserve	Autre comptabilité	Immobiliser le fonds de réserve	Complémentarité avec une banque de temps	Rémunération en monnaie-temps	Finance solidaire	Monnaie-temps fiscale	Part d'un RI en MLC			
Economie comme marché <sup>4</sup> (libéralisme)				Economie comme circuit (Keynes)			Economie comme lieu de rapports de force (Marx)		Economie ré-encadrée dans son environnement naturel et humain (Polanyi)									

Le tableau se veut une aide panoptique des trois âges expérimentaux des projets de MLC. Deux mises en garde : 1/ Les trois âges portent sur les projets de MLC pas sur les MLC. 2/ Il ne s'agit pas du tout d'une vision linéaire et progressiste mais tout au contraire d'une vision buissonnante. Je n'y décris aucun degré d'une échelle croissante de radicalité, juste un « buisson », avec des embranchements pour des expérimentations monétaires : un Buisson d'Espérimentations de Décroissance de l'Argent (B.E.D.A.).

<sup>1</sup> « Toute société dotée de monnaie peut être considérée comme un tissu de dettes ». Bruno Théret, *Les trois états de la monnaie*, Approche interdisciplinaire du fait monétaire, Presses de Sciences Po | *Revue économique*, 2008/4 - Vol. 59, note 1 page 815.

<sup>2</sup> Pour la distinction des 3 types de confiance (méthodique, éthique et hiérarchique), *Ibid.*, page 817 & sq.

<sup>3</sup> Jean-Michel Servet, *Le grand renversement*, Desclée de Brouwer, Paris, 2010, page 79.

<sup>4</sup> Pour ces 4 grandes représentations de l'économie (Smith, Keynes, Marx et Polanyi), lire : Gilles Raveaud, *La dispute des économistes*, Le bord de l'eau, 2013.